

SOMMAIRE

Introduction	15
Chapitre I. L'objet du droit des finances publiques	17
Section I. La légitimation procédurale de la gestion publique	19
§ 1. Le principe du consentement à l'impôt	20
§ 2. Les règles « classiques » du droit budgétaire	22
Section II. La légitimation substantielle de la gestion publique	23
§ 1. Le renouvellement des objectifs	25
§ 2. L'évolution du cadre juridique	30
Chapitre II. Les acteurs de la gestion publique	33
Section I. Les administrations publiques	33
§ 1. Une notion forgée par le droit européen	34
§ 2. Une notion reçue par le droit interne	36
Section II. Les organes de gestion de l'argent public	46
§ 1. Les ordonnateurs	47
§ 2. Les comptables publics	48
Section III. Les organes de contrôle	59
§ 1. Les organes administratifs	59
§ 2. Les organes juridictionnels	65
Chapitre III. Les outils de la gestion publique	81
Section I. Les budgets	82
§ 1. La notion de budget	82
§ 2. La nomenclature budgétaire	84
§ 3. Les principales catégories de budget	85
Section II. Les décisions de gestion	100

§ 1. Les opérations de recette	100
§ 2. Les opérations de dépense	101
§ 3. Les opérations de trésorerie	104
Section III. Les opérations comptables	105
§ 1. Favoriser les contrôles	106
§ 2. Améliorer la gestion	108
PREMIÈRE PARTIE : LES OBJECTIFS MACROÉCONOMIQUES	111
Titre 1 : L'équilibre monétaire	119
Sous-titre 1 : La monnaie	121
Chapitre I. Une définition fonctionnelle	123
Section I. La monnaie : un outil	123
§ 1. Les critères d'identification	123
§ 2. Les trois fonctions traditionnelles	126
§ 3. Une fonction politico-symbolique : le cas de l'euro	127
Section II. Un outil garanti par l'État	136
§ 1. La capacité de la monnaie à susciter la confiance	136
§ 2. Le rôle de l'État	137
Section III. Un outil créé par les banques	141
§ 1. La création de monnaie par les banques commerciales	141
§ 2. La création de monnaie par les banques centrales	142
Chapitre II. Masse monétaire, taux d'intérêt et formation des prix	145
Section I. Les notions de base	145
§ 1. Le niveau des prix	145
§ 2. Les taux d'intérêt	150
Section II. Les interactions	152
§ 1. Masse monétaire et niveau des prix	152
§ 2. Prix, taux d'intérêt, production et chômage	153
Chapitre III. Les taux de change	157
Section I. Le marché des changes	158
Section II. L'évolution spontanée des taux de change	160
Sous-titre 2 : Les politiques monétaires	163
Chapitre I. La conduite des politiques monétaires : les banques centrales	165

Section I. L'émergence des banques centrales	165
§ 1. Les banques centrales étatiques	166
§ 2. Le système européen de banques centrales	167
Section II. Les fonctions des banques centrales	171
§ 1. La conduite des politiques monétaires	172
§ 2. La garantie du système de paiement	173
§ 3. La régulation bancaire et financière	175
Section III. Le statut des banques centrales	177
§ 1. Un mandat fixé par le pouvoir politique	178
§ 2. Des garanties d'indépendance	180
Chapitre II. Les instruments de politique monétaire	185
Section I. Les opérations d'open market	186
§ 1. La prise en pension	186
§ 2. L'achat et la vente d'obligations	187
Section II. Les facilités permanentes	189
Section III. Les réserves obligatoires	190
Section IV. L'intervention sur le marché des changes	191
§ 1. Les interventions en régime de changes fixes	193
§ 2. Les interventions en régime de changes flottants	194
Section V. La communication	196
Titre 2 : L'équilibre budgétaire	199
Chapitre I. Le phénomène de l'endettement public	201
Section I. La notion de dette publique	201
Section II. Les motifs de l'endettement public	204
Section III. Les limites à l'endettement public	207
§ 1. Les limites juridiques traditionnelles	207
§ 2. Les limites économiques	210
Section IV. La résorption de l'endettement public	213
§ 1. L'intervention monétaire	213
§ 2. L'austérité budgétaire	214
§ 3. Le « défaut »	215
Chapitre II. Les contraintes budgétaires européennes	219
Section I. Les normes d'origine	220
§ 1. Le Traité de Maastricht	220

§ 2. Le pacte de stabilité et de croissance	223
Section II. La crise et ses conséquences directes	225
§ 1. De la crise financière à la crise des dettes souveraines	226
§ 2. Les réactions « non conventionnelles » de la Banque centrale européenne	233
§ 3. L'instauration de dispositifs de gestion de crise	238
Section III. Le renforcement de la discipline budgétaire	239
DEUXIÈME PARTIE : LA PRATIQUE MICROÉCONOMIQUE	255
Titre 1 : Les recettes publiques	257
Sous-titre 1 : Les recettes définitives	259
Chapitre I. Les prélèvements obligatoires	261
Section I. Les impositions de toute nature	262
<i>Sous-section 1. Les éléments communs</i>	263
§ 1. La définition des impositions	263
§ 2. La détermination du régime des impositions	265
<i>Sous-section 2. La diversité des impositions</i>	269
§ 1. Une diversité d'objet : les politiques fiscales	270
§ 2. Une diversité d'affectation	281
Section II. Les cotisations sociales	285
§ 1. La notion	285
§ 2. Le régime juridique	288
Chapitre II. Les contributions volontaires	293
Section I. Les catégories	293
§ 1. Les redevances	293
§ 2. Les cotisations volontaires obligatoires	296
Section II. Le régime	298
Chapitre III. Les revenus du patrimoine	299
Section I. Les revenus de l'État actionnaire	299
Section II. Les revenus du domaine	302
Sous-titre 2 : L'emprunt	305
Chapitre I. L'accès au financement bancaire	307
Section I. La constitution des emprunts	307

<i>Section II. Le cas des emprunts « toxiques »</i>	309
§ 1. La souscription d'emprunts « structurés »	310
§ 2. Les réactions législatives	311
Chapitre II. L'accès au financement obligataire	315
<i>Section I. La notation de la dette</i>	318
§ 1. Les agences de notation	319
§ 2. La notation « souveraine »	328
<i>Section II. L'émission et la gestion de la dette</i>	332
§ 1. Le support juridique	332
§ 2. Les modalités pratiques	336
<i>Sous-titre 3 : Les transferts financiers entre administrations publiques</i>	343
Chapitre I. Le financement des collectivités territoriales	345
<i>Section I. Les ressources fiscales</i>	347
§ 1. La fiscalité affectée	347
§ 2. La fiscalité transférée	350
<i>Section II. Les flux de péréquation</i>	351
<i>Section III. Les dotations de l'État</i>	354
§ 1. Les concours financiers	354
§ 2. Les dotations pour participation aux politiques publiques de l'État	359
Chapitre II. Le financement des prestations sociales	361
<i>Section I. L'évolution du modèle français de sécurité sociale</i>	362
§ 1. L'universalisation du droit à prestation	362
§ 2. La solidarité entre régimes	364
<i>Section II. La diversité des transferts</i>	365
§ 1. Les ressources fiscales affectées	365
§ 2. Les dotations budgétaires	369
§ 3. Les flux entre caisses	370
Titre 2 : Les dépenses publiques	373
<i>Sous-titre 1 : La classification des dépenses</i>	379
Chapitre I. Les dépenses obligatoires	383
<i>Section I. Les dépenses obligatoires générales</i>	383
§ 1. Les impôts dus par les administrations publiques	383
§ 2. La condamnation pécuniaire des administrations publiques	389

Section II. Les dépenses obligatoires spécifiques	391
§ 1. Les dépenses obligatoires des collectivités locales	391
§ 2. Les dépenses obligatoires de l'État	392
§ 3. Les dépenses obligatoires de la sécurité sociale	394
Chapitre II. Les dépenses facultatives	395
Section I. Les subventions	397
§ 1. Les subventions aux opérateurs privés	398
§ 2. Les subventions accordées aux délégataires de service public ..	400
Section II. Les garanties financières	401
§ 1. Les garanties de l'État	402
§ 2. Les garanties des collectivités locales	404
Sous-titre 2 : La programmation des dépenses	407
Chapitre I. Les « grands principes » de présentation du budget	409
Section I. Le principe de sincérité	409
<i>Sous-section 1. Les évaluations de recettes et de dépenses</i>	411
§ 1. Le sens du principe	411
§ 2. La portée du principe	416
<i>Sous-section 2. Le périmètre des budgets publics</i>	419
§ 1. Le principe d'unité	420
§ 2. Le principe d'universalité	430
Section II. Le principe d'annualité	439
§ 1. La signification du principe	439
§ 2. Les aménagements	441
Section III. Le principe de spécialité	451
<i>Sous-section 1. La structure des documents budgétaires</i>	452
§ 1. Le découpage en parties	452
§ 2. Les documents annexes	455
<i>Sous-section 2. La nomenclature budgétaire</i>	456
§ 1. Le développement de la spécialisation par objectifs	458
§ 2. Les limites de la « démarche de performance »	467
Chapitre II. La procédure budgétaire	473
§ 1. Le budget de l'État	473
§ 2. Les collectivités territoriales	480
Sous-titre 3 : L'exécution du budget	483

Chapitre I. La portée de l'autorisation	485
Chapitre II. Le cadre comptable	493
Index	499

AIDA

AL

AUC

APU

ARL

ASL

ASSO

Ass. plén

BOFIP

Bul. civ.

CA

CAA

CISL

CC

C. civ.

C. comm.

CDIF

CE

CEDH

CGCT

CGI

Civ.

Civ.

CJA

CJP

CJUE

C. mon.

Compt.

Conc.

Cour. T.P.

CPO

E. J. L.

E. J. P.